

**Un Orient qu'on préfère « compliqué » :**  
**Déni de réalité et conséquences pour la guerre contre le terrorisme.**

L'Europe, puis les Etats-Unis, n'ont jamais manqué d'analystes romantiques ou intéressés pour nous faire savoir à quel point l'Orient est, depuis la nuit des temps, « compliqué ». L'Orient, ou plus précisément, aujourd'hui, le Grand Moyen-Orient, voire même l'ensemble du monde musulman<sup>1</sup>, serait forcément difficile à expliquer, comme si un voile de mystère le rendait incompréhensible à l'être rationnel. Comme si l'homme ou la femme de culture musulmane ne pouvait rien avoir de commun avec l'« Occidental », européen ou nord-américain. C'est cette vision du monde qui, dans le passé, a permis de forger l'image du despote oriental, de populations soumises et passives, qu'il fallait sauver... par les armes et la colonisation. Avec les horreurs, les erreurs, et les fautes stratégiques que l'on connaît. Cela aura valu aux Anglais et aux Français de voir leur importance dans le monde s'estomper sous les huées de la communauté internationale, et aux Américains et aux Soviétiques de les remplacer comme réelles Grandes Puissances. Aujourd'hui cette même logique est de fait reprise, non pas pour apporter « la Civilisation » et se tailler un Empire en Afrique et en Asie, mais pour procéder à des changements de régime et pour lutter contre le terrorisme. Actions qui, loin de nous protéger, nous exposent aux plus grands dangers pour l'avenir quand elles ne sont pas menées prudemment et rationnellement. L'approche n'est plus raciale, ou en tout cas plus ouvertement raciale comme elle le fut, elle est plutôt ethno-culturelle<sup>2</sup> ou essentialiste<sup>3</sup>. Mais elle s'appuie sur les mêmes préjugés, sur le même dédain sans fondement des cultures extra-européennes, qui nous empêchent d'analyser, de comprendre, et de mener une politique rationnelle quand nous nous trouvons face à des problèmes politiques ou militaires dans cette région du monde.

Le meilleur exemple de cette approche se retrouve dans l'analyse américaine de la situation actuelle en Irak. On pourrait penser que le fiasco de l'invasion menée par l'administration W. Bush aurait amené à une réflexion remettant en cause les présupposés de départ. Il va sans dire que certains Américains ont bien vu l'erreur que fut cette guerre. Ils ont bien compris qu'elle a eu pour principale conséquence de désintéresser les Etats-Unis des deux seuls véritables fronts de la guerre contre le terrorisme<sup>4</sup> :

\_ la Grande Asie Centrale<sup>5</sup>, zone dans laquelle Al Qaida s'est forgé et a prospéré ; aujourd'hui, l'aide à l'Afghanistan n'est pas assez importante, les Talibans sont de retour dans une guérilla que les forces occidentales n'arrivent pas à vaincre, l'approche face au Pakistan est de court terme, malgré les grandes difficultés du pays, et les Grandes Puissances en Asie Centrale préfère lutter entre elles dans un « Nouveau Grand Jeu » plutôt que de collaborer au renforcement des Etats locaux et à la protection des droits des peuples de la zone<sup>6</sup> ;

\_ le front intellectuel et humain de la guerre. Avec Abou Ghraib, mais aussi le pourrissement du problème israélo-palestinien, le peu de soutien réel aux démocrates du Moyen-Orient, et le quasi-oubli du problème irakien en raison du nouveau bruit de bottes se dirigeant cette fois vers Téhéran, il est devenu presque impossible pour les populations du Sud de croire que les pays du Nord, et notamment les Etats-Unis, ne font pas une guerre contre tous les musulmans, ou pour s'approprier les ressources naturelles d'une zone riche en pétrole.

Hélas, cette analyse de bon sens n'est pas celle des favoris à l'élection présidentielle américaine. Comme le rappelle Rue89, Hillary Clinton, comme les principaux représentants des partis démocrate et républicain, n'hésite pas à rejeter la faute de l'échec irakien...sur les Irakiens eux-mêmes<sup>7</sup>. Les troupes américaines, décentes et chevaleresques, auraient apporté liberté et bonheur au peuple souffrant sous le joug de Saddam Hussein, et ce même peuple a le toupet de s'entre-déchirer, de sombrer dans une guerre civile, et de voir naître en son sein une résistance armée contre la présence occupante mais « libératrice ». L'Amérique, outragée d'un tel manque de savoir-vivre, pourrait donc quitter le pays la conscience tranquille, parce qu'après tout, le problème ne viendrait pas de l'occupation...

Le problème de cette condescendance, de ce mépris ethno-culturel, est qu'il a un prix important tant pour la région que pour ses voisins, notamment européens. En effet, cette approche signifie pour les Etats-Unis une position à la Ponce Pilate, se lavant les mains des problèmes engendrés par une guerre que la vaste majorité des Européens, ainsi que les Etats de la « Vieille Europe », n'ont jamais voulue, mais menée malgré tout par les Américains. Elle pourrait permettre au prochain locataire de la Maison Blanche de se détacher des responsabilités qui incombent aux principaux responsables de la guerre et de l'invasion de l'Irak, à savoir aider, d'une façon ou d'une autre, le pays à ne pas sombrer dans le chaos total, entraînant de fait le reste de la région. Seul un travail conjoint des Européens, des Américains, mais également des autres Grandes Puissances, notamment la Russie, la Chine, et le Japon,

ainsi que des puissances régionales comme l'Iran, l'Arabie Saoudite, la Turquie, et dans une moindre mesure, l'Egypte, pourrait permettre d'éviter le pire<sup>8</sup>. Le travail sera long et difficile : tout comme les erreurs et les oublis de la guerre d'Afghanistan contre les Soviétiques, la tragédie irakienne sera sans doute la cause de nombre de problèmes politiques et sécuritaires, aussi bien au niveau local qu'international. Et pour ses voisins européens, dépendants du pétrole moyen-oriental, le prix à payer sera particulièrement lourd. Or si l'un des principaux responsables du problème quitte la scène en claquant la porte et en clamant un droit légitime d'agir de la sorte, des tensions et un chaos accrus en seront la conséquence directe dans la région, avec le risque qu'ils prennent des dimensions internationales.

Utiliser l'argument d'un Orient forcément irrationnel, forcément incompréhensible, ce n'est donc pas uniquement de l'essentialisme. C'est une erreur stratégique particulièrement grave, qui pourrait être très dangereuse pour la stabilité du Moyen-Orient, et pour la sécurité de l'Europe. Les chancelleries européennes ne devraient pas prendre ce problème à la légère. Une fois les effets médiatiques passés avec les résultats de la prochaine élection américaine, il serait bon que les ministres des Affaires étrangères européens parlent fermement et d'une seule voix au prochain Secrétaire d'Etat au sujet de l'Irak, pour lui rappeler les dangers d'une approche à court terme et à courte vue.

L'autre problème associé à ce mépris essentialiste est qu'il n'amène pas à remettre en cause la stratégie américaine d'utilisation de la force de manière unilatérale. Il est bien clair que chaque Etat a le droit, et le devoir, de défendre la sécurité de ses citoyens. Néanmoins, un usage trop systématique, et trop affirmé, de l'emploi de la force militaire est pour le moins contre-productif. C'est cette vision stratégique que l'on retrouve même chez le candidat démocrate Barak Obama, qui doit pourtant une bonne partie de sa notoriété aux réseaux anti-guerre. En effet, ce dernier n'a pas fait mystère, lors d'un discours prononcé au Woodrow Wilson International Center for Scholars<sup>9</sup> le 1<sup>er</sup> août 2007 du fait qu'il serait prêt à frapper des forces terroristes opérant au Pakistan si le président Musharraf ne les attaquait pas de lui-même<sup>10</sup>. Certes, ce discours en général est autrement plus intelligent que cette position malheureuse. Il y traite notamment de la grande importance de vaincre en Afghanistan. Mais affirmer de façon tonitruante qu'on comprend les problèmes d'un pays, mais que des forces militaires pourraient y être envoyées malgré tout, en violation de la souveraineté d'un Etat-nation sur son sol, le tout sur la foi de renseignements qui n'ont pas toujours été à la hauteur de ce qu'on pouvait en attendre dans le passé, et surtout sans prendre en compte le désastre

que cela signifierait dans la lutte « pour les cœurs et les esprits » en dehors des Etats-Unis, c'est la triste preuve que sur l'ensemble de l'échiquier politique américain, l'approche essentialiste obscurcit totalement le sens commun. Frapper au Pakistan, même avec l'espoir de tuer Ben Laden, c'est perdre à coup sûr le soutien d'un Etat dont les Etats-Unis et l'OTAN ont besoin pour stabiliser l'Afghanistan. Et c'est également oublier que l'armée et le pouvoir pakistanais ont aujourd'hui encore des difficultés à croire que les Américains sont sérieux quant à leur lutte en Afghanistan : Washington n'a-t-il pas abandonné à leur triste sort ce pays et son allié pakistanais une fois les troupes soviétiques vaincues ? Les Etats de la région ne peuvent s'empêcher de penser que l'Occident en général, et les Etats-Unis en particulier, vont encore mener une politique de court terme, les laissant face aux problèmes à gérer. Et entendre le discours américain actuel sur l'Irak ne fait que confirmer ce qu'ils pensent déjà. Seule une politique responsable et ambitieuse, d'investissement à long terme sur la région, mais aussi au Moyen-Orient, pour panser les plaies de l'erreur irakienne, fera changer d'avis les responsables régionaux.

Ici, l'Europe a un rôle à jouer, si elle veut avoir un impact décisionnel dans les grands enjeux internationaux qui touchent cette région. Les capitales européennes devraient parler d'une seule voix pour rappeler à Washington qu'il est de la responsabilité américaine d'aider à stabiliser l'Irak et le Moyen-Orient, dans une logique multilatérale. Mais l'Europe doit également accepter de jouer un rôle plus actif, notamment dans la Grande Asie Centrale. Les Américains seraient en droit de pouvoir compter davantage sur la présence et sur le soutien européens dans la zone. La stabilisation de l'Afghanistan est importante aussi bien pour l'Union Européenne que pour les Etats-Unis : le problème du trafic de drogues, le risque de voir des Etats faibles s'écrouler, la résurgence des islamistes durs dans la région, sont des risques non négligeables pour les populations et pour les intérêts européens. Un effort diplomatique, militaire, et économique devrait être fait dans cette région du monde, de concert avec les Etats-Unis, mais aussi, à terme, avec la Chine et la Russie, également concernées par les problèmes de la région. Mais un travail dans le bon sens ne sera possible que si l'essentialisme, ce racisme culturel du 21<sup>ème</sup> siècle, est définitivement rejeté. Il nous a fait perdre, pour le moment, la guerre pour les cœurs et les esprits dans la lutte contre le terrorisme. Il a amené les Etats-Unis à mener en Irak une guerre inutile pour la lutte contre Al Qaida et pour l'aide à la stabilisation de la Grande Asie Centrale, le véritable front militaire de la guerre au terrorisme<sup>11</sup>. Et, si nous n'y prenons pas garde, il permettra aux islamistes



radicaux de remporter des batailles décisives, et au chaos de l'emporter dans des zones capitales pour les intérêts européens.

Didier Chaudet  
Analyste politique pour Euro-Power

<sup>1</sup> Avant la Seconde Guerre mondiale, l'Extrême Orient, et notamment la puissance japonaise, était également vue sur le mode du fantasme de type « péril jaune ». Cette approche a disparu avec la crise économique en Asie à la fin des années 90... mais nous n'en sommes pas obligatoirement guéri, vu certaines visions de la Chine contemporaine, vue comme le nouvel « ennemi » naturel.

<sup>2</sup> Il faut inclure dans le mot culture ici l'idée de religion, non seulement comme rapport au surnaturel mais comme fondement de la société.

<sup>3</sup> La notion d'essentialisme met en avant le primat de l'essence sur l'existence, de l'« inné » sur l'acquis. Cette approche fortement contestable signifie en science politique une approche enfermant des populations dans une vision déterministe, réduisant les choix de certains peuples à des présupposés quant à leurs cultures, à leur religion. Toute personne lisant les journaux régulièrement se rendra compte à quel point l'essentialisme l'emporte quand un certain nombre de médias parlent du monde musulman, de la Chine, et parfois du monde slave.

<sup>4</sup> Guerre qui, par contre, fait sens quand elle est définie correctement. Voir l'article « Repenser la guerre contre le terrorisme », euro-power.fr, septembre 2007.

<sup>5</sup> Nous définissons la Grande Asie Centrale comme la région ayant l'Afghanistan en son cœur, et composé des « frontline states » entourant l'Afghanistan : le Pakistan, et l'Asie Centrale post-soviétique. Ils ont pour point commun des Etats faibles ou affaiblis, notamment par des situations économique et politique peu enviables, et la gestion, en première ligne, de tous les problèmes pouvant venir directement ou indirectement d'Afghanistan (trafic d'armes, trafic de drogues, etc.)

<sup>6</sup> Voir Didier Chaudet et Sabrina Vidalenc, « Les Empires sur la Route de la Soie : Etats-Unis, Russie, Chine dans un Nouveau Grand Jeu en Asie Centrale », pp.133 à 183, in *L'Asie Centrale. L'Héritage post-soviétique : islamisme et enjeux stratégiques*, Eurorient, n°20, 2005.

<sup>7</sup> Voir Guillemette Faure, « Désormais, pour les Américains, tout est « la faute aux Irakiens » », 6 juin 2007, www.rue89.com.

<sup>8</sup> Israël pourrait avoir un rôle important ici aussi, mais en travaillent à forger un processus de paix viable avec les Palestiniens, la Syrie, et le Liban.

<sup>9</sup> Un des grands think tanks ou groupes de réflexion situés à Washington D.C.

<sup>10</sup> Voir le discours dans son ensemble sur <http://my.barakobama.com>

<sup>11</sup> Certes, la guerre contre le terrorisme est faite de multiples « mini-fronts », temporaires, partout dans le monde : pour vaincre Al Qaida, il faut vaincre ses alliés terroristes aussi bien en Indonésie qu'en Algérie. Mais dans les faits, nombre de problèmes islamistes sont liées à des luttes nationales, à des tensions politiques locales. Les pays européens et les Etats-Unis ne peuvent agir qu'indirectement le plus souvent. Par contre, l'Afghanistan, et les Etats faibles dans la région, ont besoin d'un investissement financier, d'une collaboration militaire, de dialogue politique, de façon autrement plus permanente. L'Afghanistan en particulier a profondément souffert de l'abandon de la communauté internationale après la guerre froide. Le travail pour panser les plaies sera long, difficile, et demandera une présence occidentale et internationale sur le long terme.